

Crise économique persistante et Erosion continue du pouvoir d'achat

LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI DOIT PRETER L'OREILLE AUX EXPERTS !



- En bas : Dr François Havyarimana, Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
- En haut à Gauche : Professeur Jean Ndenzako, Expert interlocuteur de la rédaction
- En haut à Droite : André Nikwigize, Expert interlocuteur de la Rédaction



Le Burundi est secoué par une crise économique persistante, marquée par la rareté chronique des devises, la dépréciation continue du Franc burundais et une inflation élevée qui a fortement érodé le pouvoir d'achat des ménages.

Cette situation produit des effets préjudiciables à la capacité du pays à importer des biens essentiels, notamment le carburant, les denrées alimentaires et certains intrants indispensables à la production.

La pénurie de carburant et le manque des produits de première nécessité ont profondément perturbé l'économie nationale depuis plus de cinq ans. Les coûts de transport ont augmenté, la production a été ralentie et les prix à la consommation ont continué de grimper, aggravant la précarité des ménages déjà vulnérables. Ces difficultés soulèvent la question du caractère structurel ou conjoncturel de la crise économique que traverse le pays.

En conséquence, le Burundi fait face à une carence préoccupante de main-d'œuvre dans des secteurs clés, notamment dans l'éducation et les forces de défense et de sécurité.

C'est ainsi qu'on assiste au phénomène des enseignants du fondamental et du post-fondamental qui partent à la recherche d'emplois dans les pays arabes comme les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, ou encore dans des pays de la sous-région comme le Kenya. Le même phénomène est observé dans d'autres secteurs clés comme la Santé et même l'Armée.

Cette situation économique et sociale qui se dégrade inquiète les hautes autorités du pays, manifestement impuissantes face au climat d'instabilité politique et institutionnelle résultant de la crise non résolue de 2015, et de mauvaise gouvernance économique qui affecte la coopération internationale dans la mise en œuvre des politiques publiques efficaces pour le développement durable du pays.

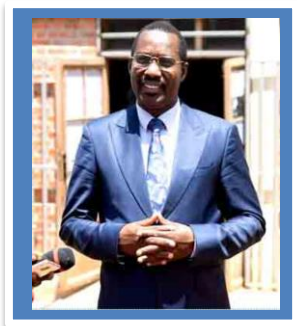
Dans ce contexte, la Rédaction du Bulletin de Justice de SOS-Torture Burundi a souhaité recueillir l'analyse de deux experts économistes burundais à savoir **le Professeur Jean Ndenzako et André Nikwigize** et leur exprime ses sincères remerciements pour avoir accepté de lui accorder une interview.

Jean Ndenzako est professeur de macroéconomie et politiques publiques. Il a été Économiste Senior respectivement à la Banque Mondiale, à la Banque Africaine de Développement et à l'Organisation internationale du Travail (PIT). Il a été chercheur professionnel en Finances publiques à l'Institut de Développement Économique du Burundi (IDEC) et a enseigné pendant plusieurs années à l'Université du Burundi et à l'Université Nationale du Rwanda. Il s'intéresse aux questions d'inégalités économiques, de gouvernance publique et de stabilité macroéconomique.

André Nikwigize est économiste politique. Il a une large expérience professionnelle en tant que Directeur général de la Planification au Burundi, Directeur exécutif au Secrétariat Exécutif de l'OBK (*Organisation pour l'aménagement et le développement du Bassin de la rivière Kagera*) au Rwanda, conseiller économique principal auprès des Nations Unies, au Rwanda, au Sénégal et à New York.

La Rédaction

Education et Santé : des désertions massives sur fond de crise socio-économique et ses effets délétères



La sonnette d'alarme a été tirée par Dr François Havyarimana, ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique qui a annoncé que 1.800 enseignants ont quitté le fondamental et le post-fondamental entre août 2025 et janvier 2026 au niveau national. Ces révélations ont été faites le 19 février 2026 dans une émission spéciale à la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB).¹

En effet, les enseignants et les autres employés, tant du secteur public que privé, sont confrontés au coût de la vie qui augmente alors que les salaires stagnent au grand désarroi des autorités qui n'ont pas de solution.

Le ministre Havarimana reconnaît que l'augmentation des salaires n'est pas envisageable dans l'immédiat. Il faut d'abord accroître la production nationale afin de générer davantage de ressources, recommande-t-il : « *si les moyens deviennent disponibles, rien n'empêchera une revalorisation salariale, tant pour les enseignants que pour les autres fonctionnaires* ». ²

Une semaine plus tôt, le 13 février 2026, le ministre des Relations extérieures Edouard Bizimana, se retrouvait sans solution lui aussi au Sénat où on recommandait aux ministères concernés de mettre en place des stratégies de stabilisation pour en limiter l'ampleur des désertions massives. Edouard Bizimana n'a trouvé mieux que de signaler qu'il s'agit « *d'une question relevant de la politique nationale, qui sera examinée pour y apporter des réponses appropriées* ». ³

Quel regard des experts la dégradation socio-économique du pays ?

Les thématiques abordées avec les experts portent sur le borbier dans lequel l'économie du Burundi se retrouve avec la pénurie aiguë des devises, la dépréciation continue du franc burundais, des ruptures récurrentes d'approvisionnement en carburant et en biens de première nécessité... ayant pour effet, la dégradation notable des conditions de vie de la population. Loin d'être uniquement conjoncturelles, ces difficultés, s'inscrivent dans un contexte structurel de fragilité, où les limites des politiques publiques, les déséquilibres macroéconomiques et les tensions politiques s'accroissent.

Les experts analysent en profondeur les principaux aspects de la crise économique, de ses mécanismes monétaires et ses implications sociales les plus concrètes, en passant par la comparaison avec les pays voisins de la région. Il s'agit en outre de montrer dans quelle mesure la situation actuelle affecte l'exercice des droits fondamentaux des Burundais et met à l'épreuve la capacité de l'État à assurer ses fonctions essentielles.

Enfin, l'analyse vise à dégager des pistes de sortie de crise, en identifiant les défis, mais aussi les opportunités, ainsi que les mesures prioritaires à mettre en œuvre pour stabiliser l'économie, restaurer la confiance et protéger le pouvoir d'achat des ménages.

¹ Iris News, 20 Février 2026 Education: les chiffres des départs d'enseignants font froid dans le dos, Lien : https://x.com/IrisNews_/status/2024897548553523423

² Burundi Eco : 25 février 2026, La crise silencieuse des enseignants s'aggrave, leur départ inquiète, Lien : <https://burundi-eco.com/la-crise-silencieuse-des-enseignants-saggrave-leur-depart-inquiete/>

³ Magazine Jimbere, 14 Janvier 2026, <https://x.com/MagazineJimbere/status/2011372147181064580>



Pr Jean Ndenzako

B.J.: Comment expliquez-vous la persistance et l'aggravation du manque de devises ainsi que la dépréciation du franc burundais en 2025, et quelles ont été leurs principales conséquences ?

Jean Ndenzako : La situation monétaire du Burundi en 2025 résulte d'un enchaînement de déséquilibres qui se sont accumulés et renforcés mutuellement au fil des années. Pour bien comprendre cette crise, il faut regarder au-delà des symptômes immédiats et examiner les mécanismes économiques profonds à l'œuvre.

Le Burundi dépense beaucoup plus de devises qu'il n'en gagne

Le problème fondamental tient à un déséquilibre simple mais tenace : le Burundi dépense beaucoup plus de devises qu'il n'en gagne. Chaque année, le pays doit importer du carburant, des médicaments, des engrais, des produits alimentaires et des équipements divers. Ces importations nécessitent des dollars ou des euros. En face, les sources de devises restent limitées. Le café et le thé, nos principales exportations traditionnelles, rapportent des montants dérisoires comparés aux besoins. L'or, bien que générant quelques revenus, reste largement exploité de manière informelle, ce qui limite les entrées officielles de devises.

La fuite des capitaux: un phénomène particulièrement

À cela s'ajoute un phénomène particulièrement préoccupant : la fuite des capitaux. Quand la confiance dans l'économie s'érode, ceux qui ont des moyens cherchent à placer leur argent ailleurs, dans des devises plus stables. Cette tendance, difficile à quantifier précisément car elle emprunte souvent des canaux informels, aggrave considérablement la pénurie. La coopération internationale, qui jouait autrefois un rôle crucial dans l'apport de devises à travers l'aide au développement, s'est considérablement réduite. Les tensions politiques avec certains partenaires traditionnels ont tari une source importante de financement extérieur. Les quelques flux qui persistent ne compensent pas cette perte.

La dépréciation du franc burundais: un aboutissement d'une tendance longue

La dépréciation du franc burundais n'est pas un événement isolé de 2025, mais plutôt l'aboutissement d'une tendance longue. Quand une monnaie se déprécie, cela signifie qu'il faut de plus en plus de francs burundais pour acheter un dollar ou un euro. Cette dépréciation se nourrit de plusieurs facteurs qui s'entretiennent.

D'abord, la rareté des devises elle-même pousse les gens à vouloir s'en procurer à tout prix, ce qui fait monter leur valeur relative. Sur le marché parallèle, qui joue un rôle croissant dans l'économie burundaise, les taux de change peuvent atteindre des niveaux bien supérieurs aux taux officiels. Cette dualité crée des distorsions et alimente l'instabilité.

Ensuite, l'inflation domestique élevée érode continuellement la valeur du franc. Quand les prix augmentent plus vite au Burundi que dans les pays voisins ou partenaires commerciaux, cela rend nos produits moins compétitifs à l'exportation et les produits importés relativement moins chers, aggravant le déficit commercial. La Banque de la République du Burundi se trouve dans une position délicate. Pour défendre la monnaie, elle devrait vendre des devises sur le marché, mais ses réserves sont déjà dangereusement basses. Elle pourrait aussi augmenter les taux d'intérêt pour rendre le franc plus attractif, mais cela freinerait davantage une économie déjà en difficulté.

Les répercussions touchent tous les aspects de la vie économique et sociale du pays.

Les répercussions de cette crise monétaire touchent tous les aspects de la vie économique et sociale du pays. L'effet le plus direct est l'explosion des prix. Quand il faut plus de francs pour acheter des dollars, tous les produits importés deviennent mécaniquement plus chers. Le carburant, dont

le prix est directement lié au dollar, a vu son coût s'envoler. Cette augmentation se répercute ensuite sur tout le reste : le transport devient plus coûteux, ce qui renchérit tous les produits qui doivent être acheminés.

- Pour les ménages burundais, l'impact est brutal. Imaginez une famille dont le revenu mensuel reste stable en francs burundais, mais où chaque mois les prix augmentent. Le pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Des familles qui parvenaient à se nourrir correctement se retrouvent à faire des choix impossibles : réduire les portions, supprimer certains aliments, retirer les enfants de l'école pour économiser les frais de scolarité.
- L'économie productive subit de plein fouet cette crise. Les entreprises qui dépendent d'intrants importés – engrais pour l'agriculture, pièces détachées pour l'industrie, équipements divers – voient leurs coûts exploser. Beaucoup réduisent leur production, certaines ferment. Le secteur du transport, paralysé par la pénurie de carburant, ne peut plus assurer correctement l'acheminement des marchandises entre les provinces et vers les pays voisins.
- Le secteur public n'est pas épargné. Les salaires des fonctionnaires, déjà modestes, perdent chaque mois de leur valeur réelle. C'est ce qui explique en grande partie l'exode massif d'enseignants, d'infirmiers et même de membres des forces de sécurité vers des pays offrant des rémunérations plus décentes. Un enseignant burundais gagne aujourd'hui l'équivalent de ce qu'il pourrait dépenser en une semaine aux Émirats arabes unis. Face à cette réalité, beaucoup font le choix douloureux de partir. Cette hémorragie de compétences crée un cercle vicieux. Quand les enseignants partent, la qualité de l'éducation se dégrade, compromettant la formation des générations futures. Quand le personnel de santé s'en va, l'accès aux soins devient plus difficile, affectant la santé de la population et donc la productivité future.

BJ: La pénurie de carburant et le manque de produits de première nécessité qui ont fortement marqué l'année 2025 relèvent-ils principalement de problèmes structurels ou conjoncturels ? Pourquoi le Burundi semble être le seul pays à connaître ces difficultés dans la région des Grands Lacs, notamment au sein de l'EAC, la SADC ou la

Jean Ndenzako. : Cette question touche au cœur du paradoxe burundais. Comment expliquer qu'en 2025, alors que les pays voisins fonctionnent relativement normalement, le Burundi continue de subir

des pénuries chroniques de carburant et de produits essentiels ?

Un enchevêtrement de faiblesses structurelles et de choix politiques

Cette singularité burundaise n'est pas le fruit du hasard. Elle révèle un enchevêtrement de faiblesses structurelles et de choix politiques qui distinguent malheureusement le pays de ses voisins.

Commençons par reconnaître que le Burundi part de plus loin que ses voisins. Le pays ne dispose d'aucune façade maritime, ce qui le rend entièrement dépendant des corridors de transport traversant la Tanzanie ou le Kenya pour accéder aux ports de Dar es Salaam ou Mombasa. Cette position

enclavée n'est certes pas unique : le Rwanda et l'Ouganda sont aussi des pays sans littoral mais elle constitue une vulnérabilité de base.

La structure de l'économie burundaise amplifie cette vulnérabilité. Le pays produit très peu localement, que ce soit en termes d'énergie, de produits manufacturés ou même de certaines denrées alimentaires de base. Cette dépendance quasi-totale aux importations signifie qu'il faut constamment des devises pour faire fonctionner l'économie.

Le Rwanda est tout aussi enclavé mais ne connaît pas de pénuries comparables. L'Ouganda importe aussi son carburant mais les stations-service fonctionnent normalement.

Si ces fragilités structurelles expliquent en partie la situation, elles ne suffisent pas à comprendre pourquoi le Burundi se distingue aussi nettement de ses voisins.

Le Rwanda, par exemple, est tout aussi enclavé et dépend des mêmes corridors de transport, pourtant

Kigali ne connaît pas de pénuries comparables. L'Ouganda importe aussi son carburant, mais les stations-service fonctionnent normalement.

La différence fondamentale réside dans la capacité à payer. Quand un pays manque chroniquement de devises, les fournisseurs internationaux deviennent méfiants. Les compagnies pétrolières, par exemple, ne livrent pas à crédit indéfiniment. Elles exigent des garanties, des paiements comptants ou des lettres de crédit bancaires solides. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, les livraisons s'interrompent ou se raréfient.

Le Burundi se trouve dans cette situation délicate où sa crédibilité financière internationale s'est érodée. Les arriérés de paiement se sont accumulés avec certains fournisseurs. Les réserves de change de la Banque centrale ne permettent pas de couvrir confortablement plusieurs mois d'importations. Cette situation crée une spirale négative : les difficultés de paiement entraînent des retards de livraison, qui provoquent des pénuries, lesquelles perturbent l'activité économique et réduisent encore les capacités de paiement.

Le contraste avec le Rwanda est particulièrement instructif. Kigali a maintenu des relations stables avec ses partenaires internationaux, ce qui lui assure un accès régulier au financement. Le pays a aussi fait de la prévisibilité et de la fiabilité des paiements une priorité dans sa gestion économique. Cette crédibilité se traduit par un approvisionnement régulier.

Au-delà de la capacité à payer, certains choix de politique économique ont aggravé la situation burundaise.

Le maintien d'un système de taux de change officiel déconnecté de la réalité du marché crée des distorsions importantes. Quand l'écart entre le taux officiel et le taux parallèle devient trop important,

cela décourage les exportations formelles et favorise les circuits informels.

Un facteur souvent sous-estimé dans l'analyse des pénuries burundaises est la dimension diplomatique et politique. Le Burundi a connu ces dernières années des tensions avec plusieurs partenaires internationaux. Ces frictions ont eu des conséquences économiques tangibles : suspension ou réduction de l'aide, difficultés d'accès aux financements concessionnels des institutions multilatérales, méfiance accrue des investisseurs étrangers.

Cette marginalisation internationale du Burundi ne se traduit pas seulement par moins d'aide au développement. Elle affecte aussi la confiance des opérateurs économiques privés, rend plus

difficile l'obtention de lignes de crédit commercial, et peut même compliquer les transactions ordinaires lorsque les banques internationales deviennent prudentes.

Pour répondre directement à votre question : les pénuries burundaises relèvent à la fois de faiblesses structurelles et de facteurs conjoncturels, mais ce qui fait la singularité du pays, c'est la conjonction particulièrement défavorable de tous ces éléments. Le Burundi cumule malheureusement plusieurs handicaps : des fragilités structurelles héritées, une crise de devises persistante, un isolement diplomatique relatif, et des choix de politique économique qui n'ont pas toujours produit les résultats escomptés.

B.J. Quel bilan global peut-on dresser de la situation économique du Burundi en 2025, en termes de croissance, d'inflation et de conditions de vie des ménages ? Dans quelle mesure les politiques économiques et budgétaires mises en œuvre ont-elles répondu à ces défis, dans un contexte d'instabilité politique ?

Jean Ndenzako. : Dresser le bilan économique du Burundi en 2025 revient à constater l'élargissement continu du fossé entre les ambitions affichées et les réalités vécues par la population. L'année s'inscrit dans une trajectoire

de stagnation économique qui dure maintenant depuis plusieurs années, avec des conséquences de plus en plus visibles sur les conditions de vie des ménages.

Les chiffres officiels de croissance risquent de masquer plus qu'ils ne révèlent

Les chiffres officiels de croissance, quand ils seront finalement publiés, risquent de masquer plus qu'ils ne révèlent. Même si les autorités annoncent des taux de croissance positifs, peut-être autour de 2 à 3%, il faut

les replacer dans leur contexte. Avec une croissance démographique qui tourne autour de 3% par an, cela signifie qu'en termes de revenu par habitant, le pays stagne au mieux, recule au pire.

La réalité économique de 2025 se caractérise par une profonde hétérogénéité. Certains secteurs continuent de fonctionner, voire de croître modestement. L'agriculture vivrière maintient tant bien que mal des niveaux de production permettant une subsistance minimale, bien qu'elle reste vulnérable aux aléas climatiques et au manque d'intrants. Le secteur minier, particulièrement l'extraction d'or et de coltan, génère une certaine activité, même si une part importante échappe aux circuits formels.

En revanche, d'autres pans entiers de l'économie sont en souffrance. Le secteur manufacturier peine à fonctionner normalement du fait des pénuries d'énergie et d'intrants importés. Le commerce formel se rétracte au profit de circuits informels qui échappent à la taxation. Les services, notamment dans l'éducation et la santé, connaissent une dégradation qualitative inquiétante avec le départ massif de personnel qualifié.

L'année 2025 a vu une dégradation continue des conditions de vie pour la grande majorité de la population.

L'année 2025 a vu une dégradation continue des conditions de vie pour la grande majorité de la population. L'inflation représente peut-être le phénomène économique qui affecte le plus directement et brutalement la vie quotidienne des

Burundais. En 2025, l'inflation est restée élevée, probablement à deux chiffres. Cette inflation n'est pas uniforme. Elle frappe particulièrement les produits alimentaires et les biens importés, c'est-à-dire précisément ce dont les ménages ont le plus besoin.

Pour comprendre l'impact réel de cette inflation, il faut la mettre en regard de l'évolution des revenus. Les salaires des fonctionnaires n'ont pas suivi l'augmentation des prix. Un enseignant ou un infirmier qui gagnait l'équivalent de 100 dollars il y a quelques années n'en gagne peut-être plus que l'équivalent de 60 ou 70 en termes de pouvoir d'achat réel aujourd'hui. C'est cette réalité qui explique l'hémorragie de compétences vers l'étranger.

L'année 2025 a vu une dégradation continue des conditions de vie pour la grande majorité de la population. De nombreuses familles ont dû réduire la quantité et la qualité de leur alimentation. Le passage de trois repas par jour à deux n'est plus rare. La diversité alimentaire s'est appauvrie, avec une dépendance accrue aux tubercules et aux légumineuses, au détriment des protéines animales et des fruits qui sont devenus inabordables pour beaucoup.

L'accès à la santé s'est également détérioré. Les médicaments sont souvent en rupture de stock dans les centres de santé publics. Quand ils sont disponibles, leur coût a tellement augmenté que beaucoup de familles renoncent aux soins. L'éducation vacille également. Au-delà du départ massif d'enseignants, les familles peinent à réunir les frais de scolarité et à acheter les fournitures nécessaires.

Face à cette situation, quelles ont été les réponses des autorités ? Il serait injuste de dire qu'il n'y a eu aucune action. Le gouvernement a pris plusieurs mesures, mais leur efficacité reste limitée, parfois par manque de moyens, parfois par inadéquation avec la nature des problèmes.

Sur le plan budgétaire, l'État burundais navigue dans un espace contraint. Les recettes fiscales restent faibles, limitées par l'étroitesse de l'assiette fiscale et les difficultés de l'économie formelle. Une part importante du budget continue de dépendre de financements externes qui se sont raréfiés. Cette contrainte budgétaire force des arbitrages douloureux.

Les choix effectués en 2025 ont privilégié la continuité sur la transformation. Les dépenses de fonctionnement, notamment les salaires et les frais administratifs, continuent d'absorber l'essentiel du budget, laissant peu de place pour les investissements productifs. Les subventions sur le carburant et certains produits de base, bien qu'elles pèsent lourdement sur les finances publiques, ont été maintenues par crainte des réactions sociales.

***La marginalisation diplomatique du Burundi
à un coût économique énorme en termes
d'aide directe et d'accès aux financements***

L'instabilité politique a des effets économiques tangibles. Elle décourage l'investissement, tant domestique qu'étranger. Les tensions politiques compliquent les relations avec les partenaires internationaux. La marginalisation diplomatique du Burundi a un coût économique énorme, non

seulement en termes d'aide directe perdue, mais aussi en termes d'accès aux financements concessionnels et de crédibilité auprès des institutions financières internationales.

Le bilan de 2025 révèle un pays pris dans un cercle vicieux. La faiblesse économique limite les ressources disponibles pour l'État, ce qui réduit sa capacité à fournir des services de base et à investir dans les infrastructures. Cette situation pousse les compétences à partir, ce qui affaiblit encore les capacités du pays. La pauvreté croissante crée des tensions sociales qui compliquent la mise en œuvre de réformes pourtant nécessaires.

B.J. Comment les difficultés économiques observées en 2025 ont-elles affecté l'accès des populations aux droits fondamentaux, notamment le droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à l'emploi, en particulier dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans les services publics essentiels ?

Jean Ndenzako. : Cette question est fondamentale car elle déplace le regard de l'économie abstraite vers les êtres humains concrets. Les difficultés économiques du Burundi en 2025 ne sont pas simplement des chiffres dans des tableaux statistiques.

Elles se traduisent par des violations quotidiennes des droits les plus élémentaires, ceux sans lesquels une vie digne n'est pas possible.

Le droit à une alimentation suffisante: une promesse de plus en plus creuse pour une part croissante de la population

Le droit à une alimentation suffisante et nutritive, reconnu par les conventions internationales que le Burundi a signées, est devenu en 2025 une promesse de plus en plus creuse pour une part croissante de la population. L'inflation galopante

des produits alimentaires a transformé l'accès à la nourriture en un défi quotidien pour des millions de Burundais.

Prenons un exemple concret. Une famille de six personnes à Bujumbura, dont le chef de ménage travaille dans le secteur informel, consacrait déjà en temps normal plus de 60% de ses revenus à l'alimentation. Avec la hausse des prix de 2025, cette proportion est probablement passée à 80% ou plus, et pourtant la quantité et la qualité de nourriture disponible ont diminué.

Les conséquences sont particulièrement visibles chez les enfants. Les centres de santé rapportent une augmentation des cas de malnutrition. Cette malnutrition infantile n'est pas seulement un drame humain immédiat, c'est aussi une hypothèque sur l'avenir du pays. Les recherches montrent que la malnutrition dans les premières années de vie affecte de manière irréversible le développement cognitif. Ces enfants auront plus de difficultés à apprendre à l'école, limiteront leur potentiel de revenus futurs, perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté.

Si le droit à l'alimentation est menacé, le droit à la santé n'est pas en meilleur état.

Le système de santé burundais a subi en 2025 plusieurs chocs qui ont considérablement réduit sa capacité à répondre aux besoins de la population.

Le départ massif de personnel médical constitue peut-être le coup le plus dur. Quand un infirmier expérimenté quitte un centre de santé rural pour aller travailler dans le Golfe, ce n'est pas seulement une compétence qui disparaît, c'est toute une communauté qui perd l'accès à des soins de qualité. Les centres de santé se retrouvent avec du personnel insuffisant et souvent moins qualifié.

Les pénuries de médicaments et de matériel médical aggravent cette situation. Les contraintes en devises rendent difficile l'importation de médicaments essentiels. Les ruptures de stock concernent même des traitements de base : antibiotiques, antipaludéens, médicaments pour les maladies chroniques. Un patient qui a besoin d'un traitement se voit souvent dire qu'il doit l'acheter en pharmacie privée, mais les prix sont devenus prohibitifs pour la majorité de la population.

Cette dégradation du système de santé a des conséquences mesurables. Les taux de mortalité maternelle et infantile risquent de repartir à la hausse. Les maladies évitables par la vaccination redeviennent des menaces réelles quand les chaînes de froid ne fonctionnent plus correctement.

L'Éducation, espoir d'un avenir meilleur s'est grippé en 2025

L'éducation représente normalement l'espoir d'un avenir meilleur. Mais en 2025, cet ascenseur social s'est grippé. Le départ de plus de 1 120 enseignants en neuf mois n'est pas qu'une statistique.

E

Derrière ce chiffre, il y a des classes qui se retrouvent sans enseignant, ou confiées à des personnes peu ou pas formées. Il y a des écoles qui doivent fusionner des classes de niveaux différents, rendant l'enseignement pratiquement impossible.

Imaginez une école secondaire qui perd son unique professeur de mathématiques. Les élèves de cette école peuvent-ils encore espérer **réussir** les examens nationaux ? Peuvent-ils envisager des études supérieures dans des domaines scientifiques ou techniques ?

Du côté des familles, les arbitrages deviennent douloureux. Les frais de scolarité représentent une charge considérable pour des ménages dont le pouvoir d'achat s'effondre. Beaucoup de parents doivent choisir : envoyer tous les enfants à l'école et réduire encore la nourriture, ou garder certains enfants à la maison ? Trop souvent, ce sont les filles qui sont retirées de l'école en premier.

Un chômage massif et une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs essentiels : un paradoxe cruel en

Le droit au travail ne signifie pas seulement avoir une activité quelconque pour survivre. Il implique l'accès à un emploi décent, correctement rémunéré, avec des conditions de travail acceptables. Sur ce plan, 2025 a été une année particulièrement difficile.

L'économie burundaise ne crée pas suffisamment d'emplois formels pour absorber les jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Plusieurs dizaines de milliers de jeunes atteignent l'âge de travailler chaque année, alors que l'économie formelle crée peut-être quelques milliers d'emplois au mieux.

Le paradoxe cruel de 2025 est que le Burundi connaît simultanément un chômage massif et une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs essentiels. Cette situation s'explique par la question des salaires. Les postes d'enseignants, d'infirmiers, de policiers existent, mais les rémunérations offertes ne permettent pas de vivre décemment.

Ce qui rend la situation particulièrement préoccupante, c'est l'interconnexion de toutes ces violations de droits. Un enfant mal nourri aura du mal à apprendre à l'école. S'il reçoit en plus un enseignement de mauvaise qualité, ses perspectives d'emploi futur seront limitées. Sans emploi décent, il ne pourra pas nourrir correctement ses propres enfants. Le cycle se perpétue et même s'aggrave.

L'exode des compétences aggrave tous ces problèmes simultanément. Chaque enseignant qui part dégrade le système éducatif. Chaque infirmier qui s'en va réduit l'accès aux soins. Cette hémorragie de capital humain est peut-être le phénomène le plus inquiétant car elle compromet la capacité même du pays à se redresser à l'avenir.

Face à l'aggravation de l'inflation et à la dépréciation du franc burundais, quels sont les principaux défis à relever et les opportunités pour sortir du cercle vicieux de la crise ? Concrètement, quelles mesures urgentes et à moyen terme devraient être prises pour stabiliser la monnaie, renforcer les capacités de l'État y compris en ressources humaines et protéger le pouvoir d'achat des ménages ?

Jean Ndenzako. : Après avoir décrit les problèmes, il faut maintenant tracer des voies de sortie.

La tâche est ardue, les défis sont immenses, mais le Burundi n'est pas condamné à rester éternellement dans cette spirale de déclin.

D'autres pays ont connu des crises similaires et ont réussi à se redresser. Cela exige cependant du courage politique, une vision claire, et la capacité à prendre des décisions difficiles. Soyons lucides sur l'ampleur des défis.

Relever le défi de la crédibilité et celui des ressources:

Le premier défi est celui de la crédibilité. Le Burundi a accumulé des années de promesses non tenues, de réformes annoncées mais jamais mises en œuvre, de relations internationales détériorées. Restaurer la

confiance – des citoyens, des investisseurs, des partenaires internationaux prendra du temps et nécessitera des actes concrets.

Le deuxième défi est celui des ressources. Comment financer les investissements nécessaires quand le budget de l'État est déjà en tension maximale ? Le troisième défi est politique et institutionnel. Les réformes économiques nécessaires bousculeront inévitablement des intérêts établis.

Capitaliser les atouts et les opportunités : Ressources minières, Intégration régionale et Diaspora burundaise

Malgré ces défis, le Burundi dispose de plusieurs atouts et opportunités. Les ressources minières constituent une opportunité évidente. Les annonces récentes concernant les découvertes de terres rares et d'autres minéraux pourraient transformer

radicalement l'équation économique du pays si ces ressources sont gérées de manière transparente et au bénéfice de l'ensemble de la population.

L'intégration régionale offre des possibilités encore insuffisamment exploitées. Le marché de la Communauté d'Afrique de l'Est compte plus de 300 millions de consommateurs. Le Burundi pourrait développer des productions destinées à ce marché régional.

La diaspora burundaise représente une ressource considérable et largement sous-utilisée. Ces Burundais établis à l'étranger envoient déjà des remises qui soutiennent des milliers de familles, mais leur contribution pourrait aller bien au-delà. Ils disposent de compétences, de réseaux, parfois de capitaux qui pourraient être mobilisés pour le développement du pays.

Face à une situation aussi critique, certaines mesures doivent être prises immédiatement.

Sur le plan monétaire, la priorité absolue est de stabiliser le franc burundais. Cela passe d'abord par une approche plus réaliste du taux de change. L'écart entre le taux officiel et le taux parallèle crée des distorsions énormes et alimente la spéculation. Une

unification progressive des taux de change, aussi douloureuse soit-elle à court terme, permettrait de ramener les transactions dans les circuits formels.

Pour crédibiliser cette stabilisation, il faudrait obtenir un soutien financier d'urgence. Cela implique de normaliser rapidement les relations avec les institutions financières internationales, particulièrement le FMI et la Banque mondiale. Un programme d'urgence fournirait un appui budgétaire et un soutien à la balance des paiements.

Sur les pénuries de carburant et de produits essentiels, il faut négocier avec les fournisseurs internationaux pour résoudre les questions d'arriérés et établir des mécanismes de paiement fiables. Il faut aussi améliorer la gestion des stocks stratégiques et lutter contre les pratiques de thésaurisation et de spéculation.

Pour protéger immédiatement le pouvoir d'achat des plus vulnérables, il faudrait mettre en place des filets de sécurité sociale ciblés. Plutôt que des subventions généralisées qui coûtent cher et profitent autant aux riches qu'aux pauvres, il vaut mieux des transferts monétaires directs aux familles les plus pauvres.

Sur la question cruciale de l'hémorragie des compétences, des mesures d'urgence s'imposent. Il faut augmenter substantiellement les salaires des secteurs critiques : enseignants, personnel de santé, forces de sécurité. Oui, cela coûte cher. Mais le coût de ne rien faire est encore plus élevé. Un système éducatif qui s'effondre condamne toute une génération.

Comment financer ces augmentations salariales ? Il faut réduire drastiquement certaines dépenses moins essentielles : les missions à l'étranger, les frais de représentation, les dépenses de prestige. Il faut aussi améliorer immédiatement l'efficacité de la collecte fiscale. Le Burundi a un taux de pression fiscale parmi les plus bas de la région.

Les mesures d'urgence ne suffisent pas. Parallèlement, il faut engager des réformes structurelles. La première réforme fondamentale concerne la gouvernance économique. Le Burundi doit améliorer radicalement la transparence et l'efficacité de la gestion des ressources publiques. Cela signifie des budgets clairs et publics, des marchés publics compétitifs et transparents, une reddition de compte effective.

La gestion des ressources minières mérite une attention particulière. Le Burundi doit mettre en place un cadre juridique et institutionnel moderne pour le secteur minier, inspiré des meilleures pratiques internationales. Cela implique des contrats clairs et équitables avec les investisseurs, une fiscalité appropriée, et des mécanismes de transparence sur les revenus miniers.

La diversification économique constitue un autre axe majeur. Le Burundi ne peut pas continuer à dépendre de quelques produits d'exportation traditionnels. Il faut identifier et développer de nouvelles filières. Investir dans la productivité agricole peut transformer les revenus ruraux. Mais il faut aussi aller au-delà de l'agriculture de subsistance vers des cultures à plus haute valeur ajoutée et surtout vers la transformation locale.

Le climat des affaires doit être radicalement amélioré. Créer une entreprise au Burundi reste un parcours du combattant. Simplifier ces procédures, réduire les tracasseries administratives, améliorer l'accès au crédit peut libérer l'entrepreneuriat local.

Les infrastructures nécessitent des investissements massifs. Les routes, l'électricité, l'eau sont les fondations sur lesquelles l'économie peut se développer. Le système éducatif doit être repensé fondamentalement. Le système de santé requiert lui aussi une transformation structurelle.

Le Burundi ne peut pas se sortir seul de cette crise. La normalisation des relations avec les partenaires internationaux est absolument cruciale. La relation avec les institutions financières

internationales doit être restaurée. L'intégration régionale doit être approfondie. La mobilisation de la diaspora nécessite une stratégie spécifique.

Recommandations à court, moyen et long terme :

carburant, augmenter en urgence les salaires des secteurs critiques, mettre en place des filets de sécurité pour les plus vulnérables.

Je proposerais une approche à trois horizons temporels. **À court terme les six prochains mois :** stabiliser la situation, éviter l'effondrement complet. Cela signifie sécuriser les approvisionnements en

À moyen terme, les deux prochaines années : engager les réformes structurelles. Cela implique d'améliorer la gouvernance économique, de réformer le système fiscal, de moderniser le cadre juridique pour les affaires, d'investir massivement dans l'éducation et la santé.

À long terme au-delà de deux ans : consolider la transformation et viser un développement inclusif et durable. L'économie devrait être plus diversifiée, moins dépendante de l'aide extérieure, capable de créer des emplois décents pour sa jeunesse.

L'histoire nous enseigne que les situations même les plus difficiles peuvent être retournées avec la bonne combinaison de leadership, de politiques intelligentes, et de soutien international. Le Rwanda post-génocide, l'Éthiopie des années 2000, le Mozambique après la guerre civile, tous ces pays ont connu des transformations remarquables.

Le Burundi a les ressources humaines, naturelles pour réussir cette transformation. Ce qui manque, c'est la vision, la volonté politique, et le courage de prendre les décisions difficiles. Les Burundais méritent mieux que la situation actuelle. Ils méritent une économie qui fonctionne, un État qui assure les services de base, des opportunités pour construire une vie digne.

Les mesures que j'ai esquissées ne sont pas des recettes magiques. Elles nécessiteront des ajustements, des adaptations au contexte burundais spécifique. Mais elles tracent une direction possible, une voie de sortie du cercle vicieux actuel. La question n'est plus de savoir ce qu'il faut faire – les solutions sont assez bien connues. La question est de savoir si le pays trouvera la force collective de les mettre en œuvre. L'avenir du Burundi et le bien-être de ses citoyens en dépendent.



B.J.: Comment expliquez-vous la persistance et l'aggravation du manque de devises ainsi que la dépréciation du franc burundais en 2025, et quelles ont été leurs principales conséquences ?

André Nikwigize : Depuis 2015, avec la crise provoquée par la décision de Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat et les violations massives des droits humains par les forces de sécurité, la situation économique du Burundi a complètement changé.

L'aide au développement a baissé depuis 2016, le Burundi n'a pas investi dans les productions d'exportation

Les partenaires du Burundi ont, soit suspendu, soit réduit leurs aides au développement. Les investisseurs privés étrangers ont également boudé d'apporter leurs capitaux au Burundi. C'est une situation qui a continué jusqu'aujourd'hui. L'aide au développement a baissé de moitié entre 2016 et 2025. Le plus grave est que pendant plusieurs années, le Burundi n'a pas investi dans les productions d'exportation, dont les recettes ne couvrent qu'à peine 15% des besoins d'importations. Ceci explique la raison des pressions de plus en plus grandes sur le peu de ressources en devises disponibles.

La BRB est obligée d'allouer le peu de devises disponibles aux produits jugés prioritaires

Cette pénurie de devises fait que la BRB est obligée d'allouer le peu de devises disponibles aux produits jugés prioritaires, notamment, le carburant, les engrais et les médicaments. Pour tous les autres produits, les importateurs doivent recourir au marché noir pour acquérir des devises, qui leur coûtent très cher, jusqu'à 300% du taux officiel à la BRB. Cette situation cause un différentiel important entre le taux officiel du Franc Burundais à la BRB et le taux auquel les importateurs achètent les devises sur le marché noir. Et lorsque ces produits importés avec des devises chères, arrivent sur les marchés du Burundi, ils coûtent chers. Par conséquent, la double conséquence du manque de devises étrangères est d'une part, la dépréciation de la monnaie nationale et d'autre part la hausse des prix des produits importés.

Pas réformes économiques nécessaires pour arrêter la dépréciation de la monnaie nationale

Enfin, en plus de la situation décrite ci-dessus, le Burundi n'a pas voulu adopter les réformes économiques nécessaires pour arrêter la dépréciation de la monnaie nationale, regagner la confiance des partenaires financiers et des investisseurs privés étrangers, et investir dans la production vivrière et industrielle. En 2024, le Burundi avait conclu un Accord avec le FMI pour un programme de stabilisation, avec un appui financier de 271 millions de dollars, malheureusement, faute de peu de progrès de la part du Gouvernement, début janvier 2025, le FMI a été dans l'obligation de suspendre le programme. Et la situation financière du Burundi continue à se détériorer.

B.J. : La pénurie de carburant et le manque de produits de première nécessité qui ont fortement marqué l'année 2025 relèvent-ils principalement de problèmes structurels ou conjoncturels ? Pourquoi le Burundi semble être le seul pays à connaître ces difficultés dans la région des Grands Lacs, notamment au sein de l'EAC, la SADC ou la CEPGL ?

André Nikwigize : La situation financière décrite ci-haut, notamment, les effets conjugués du manque de devises étrangères, la dépréciation de la monnaie nationale, la rareté et la hausse des prix des produits de

première nécessité, la baisse des aides extérieures et des investissements directs étrangers, ainsi que la baisse de la production agricole, a caractérisé l'année 2025.

Le problème de mauvaise gouvernance est également à l'origine de cette situation financière difficile

En janvier 2024, le Gouvernement du Burundi a décidé de fermer les frontières avec le Rwanda, ce qui a entraîné un manque à gagner des recettes d'exportations avec ce pays et une perte de revenus pour des dizaines de milliers de burundais qui vivaient grâce au commerce frontalier avec le Rwanda, membre de la EAC et de la CEPGL.

A la fin de l'année 2025, le Burundi a fermé ses frontières avec la République Démocratique du Congo, également membre de l'EAC et de la CEPGL. Le problème de mauvaise gouvernance est également à l'origine de cette situation financière difficile. Absence de politiques monétaires et financières appropriées, une corruption généralisée qui draine le peu de ressources disponibles, une mauvaise diplomatie avec les pays voisins, en particulier, avec le Rwanda, ce qui se répercute sur les relations avec les autres pays tels que le Kenya et l'Ouganda.

Les autres pays de la région ont pris des mesures nécessaires pour redresser la situation, contrairement

Certes, les autres pays de la région ont dû faire face aux problèmes similaires, mais, ils ont pris, à temps, les mesures nécessaires pour redresser la situation, contrairement au Burundi. Les autorités burundaises continuent à dénoncer les maux de la société sans

prendre de mesures pour y faire face : le problème des engrais aux agriculteurs, le détournement des fonds publics, l'incapacité des cadres de l'Etat, la lenteur dans la mise en place des projets, sans que le Chef de l'Etat ne prenne aucune mesure corrective. Comme on dit : « Ce n'est pas en déclarant le nom du médicament que la maladie guérira ».

B.J. Quel bilan global peut-on dresser de la situation économique du Burundi en 2025, en termes de croissance, d'inflation et de conditions de vie des ménages ? Dans quelle mesure les politiques économiques et budgétaires mises en œuvre ont-elles répondu à ces défis, dans un contexte d'instabilité politique ?

André Nikwigize : La faiblesse des réserves en devises, les pénuries répétitives de carburant, les faibles investissements publics, particulièrement dans le secteur de l'agriculture et l'absence de réformes éco-

nomiques, ont maintenu la croissance économique à un niveau faible, évalué à 3,0% fin 2025.

A la fin 2025, plus de 75% de la population vivent en dessous du seuil de

L'inflation avait atteint un niveau de 45% en avril 2025, mais a pu légèrement baisser jusqu'à 29% fin décembre 2025. On estime que ce niveau va encore augmenter jusqu'à 39% en 2026. Tous ces facteurs

font qu'à la fin 2025, plus de 75% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. Plus de 50% de la population vivent dans l'insécurité alimentaire, qui touche, en premier lieu, les enfants et

les femmes enceintes. Notez qu'aucune mesure de redressement économique. Un programme a été annoncé, et non mis en œuvre. Les prévisions économiques pour l'année 2026 ne sont pas optimistes. Sans de nouvelles ressources d'investissement, la pauvreté va se creuser davantage.

La situation politique prévalant au Burundi ne favorise pas la mise en œuvre des programmes de

La situation politique reste tendue, avec les violations massives des droits de l'homme, les assassinats extrajudiciaires, les emprisonnements injustifiés des acteurs politiques et des organisations de la société civile, pour avoir exprimé leurs opinions, une popula-

tion vivant dans la terreur, avec plus de 300.000 Burundais se trouvant dans les camps de réfugiés des pays voisins. La situation politique prévalant au Burundi ne favorise pas la mise en œuvre des programmes de développement. Cette situation a été exacerbée par la décision du Burundi de s'engager dans un conflit interne en RDC, en dépensant d'énormes sommes d'argent dans l'acquisition des armes, le recrutement de nouvelles unités dans l'armée nationale et des véhicules lourds.

B.J. Comment les difficultés économiques observées en 2025 ont-elles affecté l'accès des populations aux droits fondamentaux, notamment le droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à l'emploi, en particulier dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans les services publics essentiels ?

André Nikwigize : La situation décrite ci-haut a laissé les populations burundaises dans la pauvreté la plus abjecte.

Très peu de ménages peuvent s'offrir un repas par jour. Le peu de nourriture disponible est réservée aux enfants, tandis

que les adultes peuvent avoir un repas une fois tous les deux jours.

Un nombre élevé d'enfants qui quittent l'école primaire du fait de la faim ; les enseignants qui quittent en masse leurs emplois pour aller chercher du travail dans

Les institutions internationales, tel que le PAM, sont, régulièrement, sollicitées pour fournir des aides alimentaires, notamment aux enfants, pour leur permettre de rester à l'école. Puis, on enregistre un nombre élevé d'enfants qui quittent l'école primaire du fait de la faim, mais également, par manque d'infrastructures scolaires adé-

quates, du matériel scolaire et d'enseignants. Certains enfants quittent l'école pour aller chercher du travail dans les centres urbains ou, pour ceux qui vivent près des frontières avec la Tanzanie, le Rwanda ou la RDC.

Ce mouvement s'applique également aux enseignants qui quittent en masse leurs emplois pour aller chercher du travail dans les pays voisins. Le salaire de l'enseignant au Burundi est de 30\$ par mois, le plus bas de toute l'Afrique, comparé, par exemple, à l'Afrique du Sud où le même enseignant est payé 3.000\$ par mois. C'est l'avenir de l'éducation et la prospérité du Burundi qui sont en jeu.

Les hôpitaux et centres de santé sont devenus des mouroirs, au lieu d'être des endroits de guérison.

Le système de santé est également en souffrance. Les hôpitaux et centres de santé sont devenus des mouroirs, au lieu d'être des endroits de guérison. Ces infrastructures manquent d'équipements appropriés pour les examens médicaux, et lorsque

les médecins prescrivent des médicaments, ils ne sont pas disponibles dans les pharmacies, par manque de devises pour les importer. Cette situation a engendré le départ de plusieurs médecins, qui, face à des salaires insignifiants, au manque d'équipements adéquats et d'infrastructures, préfèrent aller dans d'autres pays où les conditions de travail sont meilleures qu'au Burundi.

Le système d'éducation, depuis le primaire à l'université, forme des lauréats de basse qualité

La question de l'emploi est plus complexe. C'est, plutôt, le problème de qualité de la main-d'œuvre disponible que l'offre d'emplois. Et c'est liée au système d'éducation qui, depuis le primaire à l'université, forme des lauréats de basse qualité,

et qui ne correspondent pas aux exigences du monde du travail, dans un environnement très changeant, avec de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes de travail. Il y a un manque criant de programmes de renforcement de capacités. Une nouvelle gouvernance de l'emploi est nécessaire, en particulier, une formation adaptée aux besoins de l'économie nationale et des politiques qui favorisent l'auto-emploi, au lieu d'attendre des emplois d'une Fonction Publique en crise. Pour cela, de nouvelles politiques sont nécessaires, sinon, la situation économique du Burundi va se détériorer chaque année.

Face à l'aggravation de l'inflation et à la dépréciation du franc burundais, quels sont les principaux défis à relever et les opportunités pour sortir du cercle vicieux de la crise ? Concrètement, quelles mesures urgentes et à moyen terme devraient être prises pour stabiliser la monnaie, renforcer les capacités de l'État y compris en ressources humaines et protéger le pouvoir d'achat des ménages ?

André Nikwigize : Face à une situation économique et financière catastrophique, il n'y a pas mille solutions, il faut des réformes courageuses. Les principales recommandations à formuler à l'endroit du Gouvernement du Burundi sont les suivantes :

Réduire les dépenses courantes, c'est-à-dire, le train de vie de l'État.

Dans un pays pauvre comme le Burundi, il n'est pas normal que les dépenses courantes représentent 60% des dépenses totales, et surtout affectées aux paiements des salaires.

Investir dans la production agricole, vivrière et d'exportation.

Les problèmes d'inflation et de la dépréciation de la monnaie sont une conséquence de la forte dépendance du pays aux ressources extérieures au titre de l'aide au développement et d'investissements directs étrangers. Pendant plusieurs années, les recettes

d'exportation n'ont jamais évolué, et les importations sont couvertes par les ressources venant de l'extérieur. Comme ces ressources extérieures semblent se rétrécir, le pays est sans autre solution. De même que le Gouvernement n'a pas investi dans la production vivrière, notamment en fournissant des engrais et semences sélectionnées aux populations et un encadrement technique adaptée, la production vivrière baisse et les prix des denrées alimentaires augmentent.

Adopter d'urgence, des politiques de stabilisation économique et financière.

Ces politiques permettront aux partenaires du Burundi de restaurer la confiance au Gouvernement et appuyer le pays par des ressources, non seulement, pour couvrir les besoins d'importations, mais égale-

ment d'investir dans les programmes de production et de lutte contre la pauvreté.

Créer un environnement politique et économique viable

C'est une priorité des priorités gouvernementales pour redorer l'image du Burundi auprès des parte-

naires de développement et des investisseurs privés étrangers, en particulier, par la lutte contre la corruption, la réforme de la justice et de la Fonction Publique, dont le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Renforcer la coopération régionale et internationale

Enfin, il faudra renforcer la coopération régionale et internationale, à commencer par la revitalisation des relations d'amitié et de coopération avec les pays voisins et la relance des organisations économiques

régionales dans lesquelles le Burundi est membre. Depuis 2022, les partenaires de développement, dont, l'Union Européenne, la Banque Mondiale, le FMI, les Nations Unies, les Etats-Unis, le Canada, et autres ont demandé au Gouvernement du Burundi d'assainir la situation politique et prendre des réformes économiques, en vue de restaurer la paix, la stabilité et relancer l'économie, mais ces appels de la communauté internationale n'ont jamais été entendus. Ce qui explique les faibles ap-
puis financiers au titre de l'aide publique au développement et des investissements privés étrangers.

Conclusion

La crise qui frappe le Burundi révèle à la fois la fragilité structurelle de son économie et les limites des réponses ponctuelles mises en œuvre jusqu'ici. La dépréciation de la monnaie, la réduction du volume des réserves de change, la flambée des prix et la perte de confiance des acteurs économiques, burundais et étrangers, ne sont pas de simples accidents conjoncturels, mais des symptômes d'un déséquilibre plus profond, nourri par la faiblesse de la base productive, la dépendance extérieure et la mauvaise gouvernance.

Cette situation est aggravée par les effets persistants de la crise politique non résolue, déclenchée en 2015, qui a profondément fragilisé l'économie burundaise en asséchant les sources de financement extérieur, en raréfiant les devises et en provoquant une dépréciation continue du franc burundais, avec pour corollaire une hausse généralisée des prix des biens importés.

Les conséquences socio-économiques sont dramatiques pour les populations dont une grande majorité, représentant 75%, vit en dessous du seuil de pauvreté, d'où des abandons scolaires des enfants pour la recherche d'emplois pour survivre, des désertions des fonctionnaires dans les secteurs clés de la vie du pays comme l'éducation et la santé, ce qui traduit un climat délétère sans précédent, gravement préjudiciable au développement durable du pays.

Il revient donc aux dirigeants burundais de prêter une oreille attentive aux conseils et recommandations des experts dans leurs domaines de spécialisation respectives, comme le Professeur Jean Ndenzako et André Nikwigize, afin de bâtir un pays où chaque citoyen peut espérer un travail décent, des services publics dignes et la possibilité de mener une vie pleinement humaine, garantie par le principe de l'Etat de droit, de bonne gouvernance et de respect des droits humains conformément aux instruments régionaux et internationaux ratifiés par l'Etat du Burundi.
